

No. 37107

**France
and
Brazil**

**Convention concerning legal assistance in civil matters between the Government of the French Republic and the Government of the Federative Republic of Brazil.
Paris, 28 May 1996**

Entry into force: *1 October 2000, in accordance with article 27*

Authentic texts: *French and Portuguese*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 14 December 2000*

**France
et
Brésil**

**Couvention d'entraide judiciaire en matière civile entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil.
Paris, 28 mai 1996**

Entrée en vigueur : *1er octobre 2000, conformément à l'article 27*

Textes authentiques : *français et portugais*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 14 décembre 2000*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION D'ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CIVILE ENTRE LE
GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOU-
VERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL

Le Gouvernement de la République française et

Le Gouvernement de la République Fédérative du Brésil,

Désireux d'intensifier leurs relations dans le domaine de la coopération judiciaire ont résolu de conclure la présente convention :

CHAPITRE I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1

1. Chacun des deux Etats s'engage à accorder à l'autre une entraide judiciaire en matière civile. Aux fins de la présente Convention, la matière civile comprend le droit civil, le droit de la famille, le droit commercial et le droit du travail.

2. Les Ministères de la Justice des deux Etats sont désignés comme autorités centrales chargées de satisfaire aux obligations définies dans la présente Convention. Les transmissions entre autorités centrales peuvent être remplacées par la voie diplomatique.

3. Les autorités centrales correspondent directement entre elles dans la langue de l'Etat requis et leur intervention est gratuite.

Article 2

L'exécution de demandes d'entraide peut être refusée si elle va à l'encontre de l'ordre public de l'Etat requis.

Article 3

Les autorités centrales se communiquent sur demande toutes informations sur la législation et la jurisprudence en vigueur dans leur Etat ainsi que des expéditions des décisions judiciaires rendues par les tribunaux.

CHAPITRE II. ACCÈS À LA JUSTICE

Article 4

1. Pour la défense de leurs droits et intérêts, les ressortissants de chacun des deux Etats ont, dans l'autre Etat, aux mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat, libre accès aux tribunaux et, dans les procédures judiciaires, ils ont les mêmes droits et obligations.

2. Les dispositions qui précèdent s'appliquent aux personnes morales constituées suivant les lois de l'un ou l'autre des deux Etats.

Article 5

Les ressortissants de chacun des deux Etats ne peuvent, sur le territoire de l'autre, se voir imposer ni caution ni dépôt sous quelque dénomination que ce soit à raison, soit de leur qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays.

Article 6

Les ressortissants de chacun des deux Etats jouissent sur le territoire de l'autre Etat du bénéfice de l'assistance judiciaire comme les nationaux eux-mêmes, conformément à la législation en la matière de l'Etat sur le territoire duquel l'assistance est demandée.

Article 7

Lorsqu'une personne a été admise au bénéfice de l'assistance judiciaire sur le territoire de l'un des deux Etats à l'occasion d'une procédure ayant donné lieu à une décision, elle bénéficie, sans nouvel examen, de l'assistance judiciaire sur le territoire de l'autre Etat pour obtenir la reconnaissance ou l'exécution de cette décision.

Article 8

1. La demande d'assistance judiciaire est adressée à l'autorité compétente de l'Etat requis par l'intermédiaire des autorités centrales.

2. La demande doit être accompagnée d'un document officiel attestant des ressources du requérant, sous réserve de l'application des dispositions des articles 7 et 21.

Article 9

Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcées dans l'un des deux Etats contre le demandeur ou l'intervenant dispensé de la caution ou du dépôt sous quelque dénomination que ce soit, seront, sur demande de l'autorité centrale de cet Etat adressées à l'autorité centrale de l'autre Etat, rendues gratuitement exécutoires dans ce dernier.

CHAPITRE III. TRANSMISSION ET REMISE DES ACTES

Article 10

Les actes judiciaires ou extrajudiciaires destinés aux personnes résidant sur le territoire de l'autre Etat sont transmis par l'intermédiaire des autorités centrales.

Article 11

Les actes sont adressés en double exemplaire et accompagnés d'une traduction dans la langue de l'Etat requis.

Article 12

1. Les actes sont remis selon les formes prévues par la législation de l'Etat requis.
2. La preuve de la remise ou de la tentative de remise se fait au moyen d'un récépissé, d'une attestation ou d'un procès-verbal. Ces documents, accompagnés d'un exemplaire de l'acte, sont retournés à l'autorité requérante par la même voie.
3. Les services de l'Etat requis ne peuvent donner lieu au paiement ou au remboursement de taxes ou de frais.

CHAPITRE IV. OBTENTION DE PREUVES

Article 13

1. L'autorité judiciaire de l'un des deux Etats peut demander à l'autorité judiciaire de l'autre Etat de procéder aux mesures d'instruction qu'elle estime nécessaires dans le cadre de la procédure dont elle est saisie.
2. La demande d'obtention de preuves contient les indications suivantes :
 - a) L'autorité requérante et, si possible, l'autorité requise;
 - b) L'identité et l'adresse des parties, le cas échéant de leurs représentants;
 - c) La nature et l'objet de l'instance et un exposé sommaire des faits;
 - d) Les actes d'instruction à accomplir.Cette demande doit être signée et revêtue du sceau de l'autorité requérante.
3. Elle doit être accompagnée d'une traduction dans la langue de l'Etat requis.

Article 14

Les demandes d'obtention de preuves sont transmises par l'intermédiaire des autorités centrales. Les pièces d'exécution sont retournées à l'autorité judiciaire requérante par la même voie.

Article 15

1. L'autorité judiciaire qui procède à l'exécution d'une mesure d'instruction applique sa loi interne en ce qui concerne les formes à suivre.
2. Toutefois, il est déféré à la demande de l'autorité requérante tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, à moins que celle-ci ne soit incompatible avec la loi de l'Etat requis, ou que son application ne soit pas possible, soit en raison des usages judiciaires de la Partie requise, soit de difficultés pratiques.

3. La mesure d'instruction doit être exécutée d'urgence.

Article 16

1. L'exécution des mesures d'instruction ne peut donner lieu au remboursement de taxes ou de frais, de quelque nature que ce soit.

2. Toutefois, l'Etat requis a le droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement des indemnités payées aux témoins, des honoraires versés aux experts et des frais résultant de l'application d'une forme spéciale demandée par la Partie requérante.

CHAPITRE V. RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION DES DÉCISIONS JUDICIAIRES

Article 17

Le présent chapitre est applicable, en matière civile, aux décisions rendues par les tribunaux des deux Etats. Il est également applicable aux décisions rendues par les juridictions pénales struant sur l'action civile en réparation de dommages lorsque la législation de l'Etat requis le permet.

Article 18

Les décisions rendues par les tribunaux de l'un des deux Etats sont reconnues et peuvent être déclarées exécutoires sur le territoire de l'autre Etat si elles réunissent les conditions suivantes :

- a) La décision émane d'une juridiction compétente, selon la loi de l'Etat requis;
- b) La loi appliquée au litige est celle désignée par les règles de conflit de lois admises sur le territoire de l'Etat requis; toutefois, la loi appliquée peut être différente de la loi désignée par les règles de conflit de l'Etat requis si l'application de l'une ou l'autre loi conduit au même résultat;
- c) La décision est passée en force de chose jugée et est exécutoire; toutefois, en matière d'obligations alimentaires, de droit de garde d'un mineur ou de droit de visite, il n'est pas nécessaire que la décision soit passée en force de chose jugée, mais elle doit être exécutoire;
- d) Les parties ont été régulièrement citées ou déclarées défaillantes;
- e) La décision ne contient rien de contraire à l'ordre public de l'Etat requis;
- f) Un litige entre les mêmes parties, fondé sur les mêmes faits et ayant le même objet que sur le territoire de l'Etat où la décision a été rendue :
 - i - n'est pas pendant devant un tribunal de l'Etat requis premier saisi, ou
 - ii - n'a pas donné lieu à une décision rendue sur le territoire de l'Etat requis à une date antérieure à celle de la décision présentée à l'exequatur, ou
 - iii - n'a pas donné lieu à une décision rendue dans un Etat tiers à une date antérieure à celle de la décision présentée à l'exequatur et réunissant les conditions nécessaires à sa reconnaissance sur le territoire de l'Etat requis.

Toutefois, lorsqu'il s'agit d'une décision relative à la garde d'un mineur, les trois causes de refus prévues à l'alinéa f ne peuvent s'appliquer que s'il s'est écoulé un délai d'un an entre le départ du mineur de l'Etat d'origine sur le territoire duquel il avait sa résidence habituelle et la date d'introduction de la procédure d'exequatur de l'Etat requis.

Article 19

1. La procédure de reconnaissance et d'exécution de la décision est régie par le droit de l'Etat requis.
2. L'autorité judiciaire requise ne procède à aucun examen au fond de la décision.
3. Si la décision statue sur plusieurs chefs de demande, l'exécution peut être accordée partiellement.

Article 20

La personne qui invoque la reconnaissance ou qui demande l'exécution doit produire :

- a) Une expédition complète de la décision réunissant les conditions nécessaires à son authenticité;
- b) Tout document de nature à établir que la décision a été signifiée, notifiée ou publiée;
- c) Le cas échéant, une copie certifiée de la citation de la partie qui a fait défaut à l'instance;
- d) Toutes pièces de nature à établir que la décision est exécutoire sur le territoire de l'Etat ou elle a été rendue et ne peut plus, à l'exception d'une décision relative à une obligation alimentaire, à la garde d'un mineur ou au droit de visite, faire l'objet de voie de recours.

Ces documents doivent être accompagnés d'une traduction certifiée conforme soit par un agent diplomatique ou consulaire, soit par toute personne autorisée à cet effet sur le territoire de l'un des deux Etats.

CHAPITRE VI. PROTECTION DES MINEURS

Article 21

1. Nonobstant les dispositions de la Convention de la Haye du 25 Octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants à laquelle les deux Etats sont ou pourront être parties, une demande tendant à faire reconnaître et exécuter une décision judiciaire relative à la garde des mineurs ou au droit de visite, rendue dans l'un des deux Etats, peut être adressée par l'autorité centrale de cet Etat, à l'autorité centrale de l'autre Etat.
2. La décision rendue dans l'Etat d'origine est reconnue et exécutée dans l'Etat requis conformément aux dispositions du chapitre V.
3. L'assistance judiciaire est alors accordée de plein droit dans l'Etat requis.

Article 22

L'autorité centrale de l'un des deux Etats peut demander à l'autorité centrale de l'autre Etat de lui communiquer des renseignements concernant la situation sociale et juridique d'un mineur se trouvant sur son territoire ou de le faire rechercher lorsque ce dernier n'est pas localisé.

CHAPITRE VII. DISPENSE DE LÉGALISATION

Article 23

1. Les actes publics établis sur le territoire de l'un des deux Etats sont dispensés de légalisation ou de toute formalité analogue lorsqu'ils doivent être produits sur le territoire de l'autre Etat.

2. Sont considérés comme des actes publics, au sens de la présente convention :

- les documents qui émanent d'un tribunal, du Ministère public, d'un greffier ou d'un huissier de justice;
- les actes d'Etat civil;
- les actes notariés;
- les attestations officielles telles que mentions d'enregistrement, visas pour date certaine et certifications de signature, apposées sur un acte sous seing privé.

Article 24

1. Si les autorités de l'Etat sur le territoire duquel l'acte est produit ont des doutes graves et fondés sur la véracité de la signature, sur la qualité dans laquelle le signataire de l'acte a agi ou sur l'identité du sceau ou du timbre, des informations peuvent être demandées par l'intermédiaire des autorités centrales.

2. Les demandes d'information doivent se limiter aux cas exceptionnels et doivent toujours être motivées. Elles sont dans la mesure du possible accompagnées de l'original ou d'une photocopie de l'acte.

CHAPITRE VIII. ETAT CIVIL

Article 25

Chaque Etat communique sans frais à l'autre Etat qui le demande dans un intérêt administratif dûment spécifié, les actes et les expéditions de décisions judiciaires qui concernent l'état civil des ressortissants de l'Etat requérant.

CHAPITRE IX. DISPOSITIONS FINALES

Article 26

La présente Convention remplace et abroge la Convention du 30 Janvier 1981 de Coopération Judiciaire en Matière Civile, Commerciale, Sociale et Administrative.

Article 27

Chacun des deux Etats s'engage à notifier à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa Constitution pour la mise en vigueur de la présente Convention qui prendra effet le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière de ces notifications.

Article 28

La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Chacun des deux Etats pourra à tout moment la dénoncer et cette dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de sa notification par l'autre Etat.

En foi de quoi, les représentants des deux Gouvernements, autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Paris, le 28 mai 1996, en double exemplaire en langues française et portugaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française

HERVÉ DE CHARETTE

Pour le Gouvernement de la République fédérative du Brésil

ILLISIBLE

[PORTUGUESE TEXT — TEXTE PORTUGAIS]

ACORDO DE COOPERAÇÃO EM MATÉRIA CIVIL ENTRE O
GOVERNO DA REPÚBLICA FRANCESA E O GOVERNO DA
REPÚBLICA FEDERATIVA DO BRASIL

O Governo da República Francesa

e

O Governo da República Federativa do Brasil,

A fim de intensificar suas relações no campo da cooperação
judiciária,

Decidiram estabelecer o presente Acordo:

CAPÍTULO I
Disposições Gerais

ARTIGO 1

Cada um dos dois Estados compromete-se a prestar ao outro cooperação mútua judiciária em matéria civil. Para os fins do presente Acordo, a matéria civil compreende o direito civil, o direito de família, o direito comercial e o direito trabalhista.

2. Os Ministérios da Justiça dos dois Estados são designados como autoridades centrais encarregadas de satisfazer as obrigações definidas no presente Acordo. As comunicações entre as autoridades centrais poderão ser substituídas pela via diplomática.

3. As autoridades centrais comunicar-se-ão diretamente, entre elas, no idioma do Estado requerido, e sua intervenção é gratuita.

ARTIGO 2

A execução de pedidos de cooperação pode ser recusada se for contrária à ordem pública do Estado requerido.

ARTIGO 3

As autoridades centrais prestar-se-ão, a pedido, quaisquer informações sobre a legislação e a jurisprudência em vigor no seu Estado, assim como traslados das decisões judiciais pronunciadas pelos tribunais.

CAPÍTULO II

Acesso à Justiça

ARTIGO 4

1. Para a defesa de seus direitos e interesses, os nacionais de cada um dos dois Estados terão, no outro Estado, nas mesmas condições que os nacionais daquele Estado, livre acesso aos tribunais e, nos processos judiciais, terão os mesmos direitos e as mesmas obrigações.
2. As disposições precedentes aplicam-se às pessoas jurídicas constituídas segundo as leis de um ou do outro Estado.

ARTIGO 5

Aos nacionais de cada um dos dois Estados não pode ser imposto, no território do outro, nem caução nem depósito sob qualquer denominação que seja, em razão da sua qualidade de estrangeiro, ou da ausência de domicílio ou residência no país.

ARTIGO 6

Os nacionais de cada um dos dois Estados gozarão, no território do outro Estado, do benefício da assistência judiciária como os próprios nacionais, em conformidade com a legislação da matéria no Estado em cujo território a assistência for pedida.

ARTIGO 7

Quando a uma pessoa for reconhecido o benefício da assistência judiciária no território de um dos dois Estados, durante um processo que tenha dado origem a uma decisão, essa pessoa gozará, sem novo exame, do mesmo benefício de assistência judiciária no território do outro Estado para obter o reconhecimento ou a execução daquela decisão.

ARTIGO 8

1. O pedido de assistência judiciária será dirigido à autoridade competente do Estado requerido, por intermédio das autoridades centrais.
2. O pedido deve ser acompanhado de documento oficial que ateste os recursos do requerente, sob reserva de aplicação das disposições dos Artigos 7 e 21.

ARTIGO 9

As condenações às custas e despesas do processo, pronunciadas em um dos dois Estados contra o requerente ou o interveniente dispensado de caução ou de depósito sob qualquer denominação que seja, serão, a pedido da autoridade central deste Estado, dirigidas à autoridade central do outro Estado, e declaradas gratuitamente executórias neste último.

CAPÍTULO III
Transmissão e Entrega dos Atos

ARTIGO 10

Os atos judiciais ou extrajudiciais destinados às pessoas residentes no território do outro Estado serão transmitidos por intermédio das autoridades centrais.

ARTIGO 11

Os atos serão encaminhados em dois exemplares e acompanhados de uma tradução no idioma do Estado requerido.

ARTIGO 12

1. Os atos serão entregues segundo as formas previstas pela legislação do Estado requerido.
2. A prova da entrega ou da tentativa de entrega de um ato judicial é feita ou por meio de recibo, ou de atestado ou de um termo. Estes documentos, acompanhados de um exemplar do ato, serão devolvidos à autoridade requerente pela mesma via.

3. Os serviços do Estado requerido não implicarão o pagamento ou o reembolso de taxas ou despesas.

CAPÍTULO IV Obtenção de Provas

ARTIGO 13

1. A autoridade judiciária de um dos dois Estados pode pedir à autoridade judiciária do outro Estado que proceda às medidas de instrução que ela, requerente julgue necessárias, no âmbito do processo do qual está incumbida.
2. O pedido de obtenção de provas conterá as seguintes indicações:
- a) a autoridade requerente e, se possível, a autoridade requerida;
 - b) a identidade e o endereço das partes e, se for o caso, de seus representantes;
 - c) a natureza e o objeto da ação e uma exposição sucinta dos fatos;
 - d) os atos de instrução a serem cumpridos.
3. O pedido deverá ser assinado, e ostentar o selo da autoridade requerente. Devrá estar acompanhado de uma tradução no idioma do Estado requerido.

ARTIGO 14

Os pedidos de obtenção de provas serão transmitidos pelas autoridades centrais. Os documentos de execução serão devolvidos à autoridade judiciária requerente pela mesma via.

ARTIGO 15

1. A autoridade judiciária que proceder à execução de uma medida de instrução aplicará sua lei interna no que diz respeito às formas a serem observadas.

2. Entretanto, admitir-se-á o pedido da autoridade requerente com vistas a que se proceda segundo forma especial, a menos que esta seja incompatível com a lei do Estado requerido, ou que sua aplicação não seja possível, em decorrência quer dos costumes judiciários da Parte requerida, quer por dificuldades práticas.

3. A medida de instrução deverá ser executada em caráter de urgência.

ARTIGO 16

1. A execução das medidas de instrução não implicará o reembolso de taxas ou despesas de qualquer natureza.

2. O Estado requerido, todavia, terá o direito de exigir do Estado requerente o reembolso das compensações pagas às testemunhas, dos honorários pagos aos peritos e dos gastos resultantes da aplicação de uma forma especial pedida pela Parte requerente.

CAPÍTULO V

Reconhecimento e Execução das Decisões Judiciais

ARTIGO 17

O presente capítulo é aplicável em matéria civil às decisões proferidas pelos tribunais dos dois Estados. Aplica-se, também, às decisões impostas pelas jurisdições penais que versem sobre a ação civil de reparação de danos, desde que a legislação do Estado requerido assim o permita.

ARTIGO 18

1. As decisões proferidas pelos tribunais de um dos dois Estados serão reconhecidas e poderão ser declaradas executórias no território do outro Estado, se reunirem as seguintes condições:

- a) que emanem de uma jurisdição competente, segundo a lei do Estado requerido;
- b) que a lei aplicável ao litígio seja aquela designada pelas regras de conflito de leis admitidas no território do Estado requerido; entretanto, a lei aplicada pode ser diferente da lei designada pelas regras de conflito do Estado requerido, se a aplicação de uma ou de outra lei conduzir ao mesmo resultado;

- c) que a decisão tenha adquirido força de coisa julgada e que possa ser executada; entretanto, em matéria de obrigação alimentar, de direito de guarda de menor ou de direito de visita, não é necessário que a sentença tenha transitado em julgado, mas deva ter força executória;
 - d) que as partes tenham sido regularmente citadas ou declaradas revéis;
 - e) que a decisão não contenha disposições contrárias à ordem pública do Estado requerido;
 - f) que um litígio entre as mesmas partes, fundado sobre os mesmos fatos e tendo o mesmo objeto que aquele no território do Estado onde a decisão foi proferida:
 - i) não esteja pendente perante um tribunal do Estado requerido, ao qual se tenha recorrido em primeiro lugar; ou
 - ii) não tenha dado origem a uma decisão proferida no território do Estado requerido em data anterior àquela da decisão apresentada para *exequatur*, ou
 - iii) não tenha dado origem a uma decisão proferida no território de um terceiro Estado em data anterior àquela da decisão apresentada para *exequatur*, e que reúna as condições necessárias para seu reconhecimento no território do Estado requerido.
2. Todavia, quando se tratar de sentenças referentes à guarda de menor, as três causas de recusa previstas na alínea “f” só poderão ser aplicadas se tiver decorrido o prazo de um ano entre a partida do menor do Estado de origem para o território no qual ele tinha sua residência habitual, e a data de início do processo de *exequatur* no Estado requerido.

ARTIGO 19

1. O processo de reconhecimento e execução da sentença é regido pelo direito do Estado requerido.
2. A autoridade judiciária requerida não procederá a qualquer exame de mérito da decisão.

3. Se a decisão versou sobre várias questões, a execução poderá ser concedida parcialmente.

ARTIGO 20

1. A pessoa que invocar o reconhecimento ou que peça a execução deverá fornecer:

- a) traslado completo da sentença, que preencha as condições necessárias para sua autenticidade;
- b) todo documento hábil para comprovar que a decisão foi comunicada, notificada ou publicada;
- c) se for o caso, uma cópia autenticada da citação da parte que não compareceu em juízo;
- d) todos os documentos hábeis para estabelecer que a decisão é executória no território do Estado onde foi proferida e que não pode mais - com exceção de decisões relativas à obrigação alimentar, à guarda de menor ou ao direito de visita - ser objeto de recursos.

2. Estes documentos devem ser acompanhados de uma tradução autenticada seja por um agente diplomático ou consular, seja por qualquer pessoa competente para este fim no território de um dos dois Estados.

CAPÍTULO VI Proteção de Menores

ARTIGO 21

1. Não obstante as disposições da Convenção de Haia, de 25 de outubro de 1980, sobre os aspectos civis do seqüestro internacional de crianças, na qual os dois Estados sejam ou possam vir a ser partes, um pedido com vistas a reconhecer e executar uma decisão judicial relativa à guarda de menores ou ao direito de visita, proferida em um dos dois Estados, pode ser dirigido pela autoridade central deste Estado à autoridade central do outro Estado.

2. A decisão proferida no Estado de origem será reconhecida e executada no Estado requerido conforme as disposições do Capítulo V.

3. A assistência judiciária será então concedida de pleno direito no Estado requerido.

ARTIGO 22

A autoridade central de um dos dois Estados pode pedir à autoridade central do outro Estado que lhe comunique as informações concernentes à situação social e jurídica de um menor que se encontre em seu território, ou fazê-lo procurar quando este último não for localizado.

CAPÍTULO VII Dispensa de Legalização

ARTIGO 23

1. Os atos públicos expedidos no território de um dos dois Estados serão dispensados de legalização ou de qualquer formalidade análoga, quando tiverem que ser apresentados no território do outro Estado.

2. São considerados como atos públicos, no sentido do presente Acordo:

- a) os documentos que emanem de um tribunal, do Ministério Público, de um escrivão ou de um Oficial de Justiça;
- b) as certidões de estado civil;
- c) os atos notariais;
- d) os atestados oficiais, tais como transcrições de registro, vistos com data definida e reconhecimentos de firmas apostas num documento particular.

ARTIGO 24

1. Se as autoridades do Estado em cujo território o ato for apresentado tiverem sérias e fundadas dúvidas sobre a veracidade da assinatura, sobre a qualidade na qual o signatário do ato tenha agido, ou sobre a identidade do selo ou do carimbo, poderão ser pedidas informações por intermédio das autoridades centrais.

2. Os pedidos de informação deverão limitar-se a casos excepcionais e deverão ser sempre fundamentados. Na medida do possível, serão acompanhados do original ou de fotocópia do ato.

CAPÍTULO VIII Estado Civil

ARTIGO 25

Cada Estado comunicará, sem ônus, ao outro Estado que o requeira por interesse administrativo devidamente especificado, os atos e os traslados das sentenças judiciais referentes ao estado civil dos nacionais do Estado requerente.

CAPÍTULO IX Disposições Finais

ARTIGO 26

O presente Acordo substitui e revoga a Convenção de Cooperação Judiciária em Matéria Civil, Comercial, Trabalhista e Administrativa, de 30 de janeiro de 1981

ARTIGO 27

Cada um dos dois Estados obriga-se a notificar ao outro o cumprimento dos procedimentos exigidos pela sua Constituição para a entrada em vigor do presente Acordo, o qual entrará em vigor no 1º (primeiro) dia do 2º (segundo) mês seguinte à data do recebimento da última dessas notificações.

ARTIGO 28

O presente Acordo é concluído por prazo ilimitado. Cada um dos dois Estados poderá, a qualquer momento, denunciá-lo e a denúncia surtirá efeito 6 (seis) meses após a data do recebimento da notificação pelo outro Estado.

Em fê do que, os representantes dos dois Governos, devidamente autorizados para tanto, assinaram e selaram o presente Acordo.

Feito em Paris, em de maio de 1996, em dois exemplares originais, nos idiomas francês e português, sendo ambos os textos igualmente autênticos.



PELO GOVERNO DA REPÚBLICA
FRANCESA



PELO GOVERNO DA REPÚBLICA
FEDERATIVA DO BRASIL

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION CONCERNING LEGAL ASSISTANCE IN CIVIL MATTERS
BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND
THE GOVERNMENT OF THE FEDERATIVE REPUBLIC OF BRAZIL

The Government of the French Republic and
The Government of the Federative Republic of Brazil,
Wishing to enhance their relations in the sphere of legal cooperation, have resolved to
conclude the present Convention:

CHAPTER I. GENERAL PROVISIONS

Article 1

1. Each of the two States undertakes to extend to the other legal assistance in civil matters. For the purposes of this Convention, civil matters comprise civil law, family law, commercial law and labour law.

2. The Ministries of Justice of the two States are designated as central authorities responsible for fulfilling the obligations specified in this Convention. Transmissions between central authorities may be replaced by the diplomatic channel.

3. The central authorities shall communicate directly with each other in the language of the requested State and such communication shall be free of charge.

Article 2

The requested State may refuse to execute requests for assistance if they are incompatible with the maintenance of public order in the requested State.

Article 3

The central authorities shall, upon request, communicate to each other all information on the laws and jurisprudence in force in their States and transmit legal decisions handed down by the courts.

CHAPTER II. ACCESS TO JUDICIAL ORGANS

Article 4

1. For the defence of their rights and interests, the nationals of each State shall have free access to courts in the territory of the other State under the same conditions as the nationals of that State and shall have the same rights and obligations in legal proceedings.

2. The preceding provisions shall apply to bodies corporate established in accordance with the laws of either State.

Article 5

Nationals of each State may not, in the territory of the other, be required to pay any security or deposit under any designation, by reason of their status as aliens or the lack of domicile or residence in the country.

Article 6

Nationals of each State shall, in the territory of the other, be entitled to legal aid on the same basis as nationals of that State, in accordance with the relevant laws of the State in whose territory aid is requested.

Article 7

Where, in the territory of either State, a person has been granted the right to legal aid in respect of a proceeding which gave rise to a decision, he shall, without further scrutiny, be granted the right to legal aid in the territory of the other State for the purpose of securing recognition or enforcement of the decision.

Article 8

1. A request for legal aid shall be addressed to the competent authority of the requested State through the central authorities.

2. The request shall be accompanied by an official document attesting to the means of the applicant, subject to the provisions of articles 7 and 21.

Article 9

Orders to pay for the costs and expenses of the proceedings, when issued in either State against a plaintiff or intervening party who is exempted from security or deposit of whatever denomination shall, at the request of the central authority of that State, be addressed to the central authority of the other State and be rendered enforceable without charge in that State.

CHAPTER III. TRANSMITTAL AND SERVICE OF DOCUMENTS

Article 10

Judicial or extrajudicial documents addressed to persons residing in the territory of the other State shall be transmitted through the central authorities.

Article 11

Documents shall be transmitted in two copies and accompanied by a translation in the language of the requested State.

Article 12

1. Documents shall be transmitted in accordance with the procedures provided for by the laws of the requested State.

2. Proof of service or attempted service shall be established by means of a receipt, a certificate or a report. These documents, together with a copy of the document served, shall be returned to the central authority by the same channel.

3. The services of the requested State may not give rise to the payment or reimbursement of fees or costs.

CHAPTER IV. TAKING OF EVIDENCE

Article 13

1. The judicial authority of either State may request the judicial authority of the other State to conduct such examination proceedings as it may deem necessary in respect of a case before it.

2. The request for the taking of evidence shall contain the following particulars:

(a) the designation of the requesting authority and, where possible, that of the requested authority;

(b) the names and addresses of the parties and, where applicable, of their representatives;

(c) the nature and subject of the proceeding and a brief statement of the facts;

(d) the examination proceedings to be conducted.

The request shall bear the signature and seal of the requesting authority.

3. It shall be accompanied by a translation.

Article 14

Requests for the taking of evidence shall be transmitted through the central authorities. Documents shall be returned to the requesting judicial authority by the same channel.

Article 15

1. The judicial authority executing an examination proceeding shall apply the laws of its own country with regard to the procedures to be followed.

2. Where, however, the requesting authority requests that a special procedure should be followed, such a request shall be complied with, unless the procedure is incompatible

with the laws of the requested State, or is impossible to apply, either because of the judicial practices of the requested Party, or because of practical difficulties.

3. The examination procedure shall be executed as a matter of urgency.

Article 16

1. The execution of an examination proceeding may not give rise to the reimbursement of any fees or costs of any kind.

2. The requested State shall, however, be entitled to claim reimbursement from the requesting State in respect of payments to witnesses, compensation paid to experts and costs arising from the application of a special procedure requested by the requesting Party.

CHAPTER V. RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF JUDICIAL DECISIONS

Article 17

This chapter shall apply, in civil, family and commercial matters, to decisions rendered by the courts of the two States. It shall also apply to decisions rendered by criminal courts adjudicating in civil actions involving compensation for damages when permitted by the laws of the requested State.

Article 18

Decisions rendered by the courts of either State shall be recognized and may be declared enforceable in the territory of the other State on condition that:

(a) The decision is rendered by a court which is competent under the law of the requested State;

(b) The law applied to the dispute is that designated by the rules governing conflicts of laws which are applied in the territory of the requested State; however, where the application of either law leads to the same result, the law applied may be different from the law designated by the conflict rules of the requested State;

(c) The decision has the force of res judicata and is enforceable; however, in matters involving maintenance obligations, custody of a minor or visiting rights, the decision does not need to have the force of res judicata but does have to be enforceable;

(d) The parties were duly summoned or declared in default;

(e) The decision contains nothing which is contrary to the public policy of the requested State;

(f) A dispute between the same parties, based on the same facts and concerning the same subject as that in the territory of the State in which the decision was rendered:

(i) is not pending before a court of the requesting State which was seized of it first, or

(ii) has not given rise to a decision rendered in the territory of the requested State on a date prior to that of the decision submitted for enforcement, or

(iii) has not given rise to a decision rendered in a third State on a date prior to that of the decision submitted for enforcement which meets the requirements for recognition in the territory of the requested State.

However, in the case of a decision concerning the custody of a minor, the three grounds for refusal specified in subparagraph (f) may be invoked only if a period of one year has elapsed between the minor's departure from the State of origin in whose territory he or she had his or her habitual residence and the date on which the enforcement procedure was instituted in the requested State.

Article 19

1. The procedure for recognition and enforcement of the decision shall be governed by the laws of the requested State.
2. The requested judicial authority shall not consider the merits of the decision.
3. If the decision pertains to a number of items, partial enforcement may be granted.

Article 20

The party requesting recognition or enforcement shall produce:

- (a) A complete copy of the decision which meets the authenticity requirements;
- (b) Any document constituting proof that the decision was served, notified or published;
- (c) Where applicable, a certified copy of the summons served on the defaulting party;
- (d) Any documents constituting proof that the decision is enforceable in the territory of the State in which it was rendered and, with the exception of decisions relating to maintenance obligations, the custody of a minor or visiting rights, is no longer subject to appeal.

These documents shall be accompanied by a translation certified by either a diplomatic agent or a consular officer, or by any person authorized for the purpose in the territory of either State.

CHAPTER VI. PROTECTION OF MINORS

Article 21

1. Notwithstanding the provisions of the Hague Convention on the Civil Aspects of International Child Abduction of 25 October 1980, to which both States are or may become parties, a request for recognition and enforcement of a judicial decision relating to the custody of minors or visiting rights rendered in either State may be made by the central authority of that State to the central authority of the other State.

2. A decision rendered in the State of origin shall be recognized and enforced in the requested State in accordance with the provisions of chapter V.

3. Legal assistance in such cases shall be granted as of right in the requested State.

Article 22

The central authority of either State may request the central authority of the other State to communicate information on the social and legal situation of a minor in its territory or to seek him or her when he or she has not been located.

CHAPTER VII. EXEMPTION FROM AUTHENTICATION

Article 23

1. Where authentic instruments drawn up in the territory of either State are to be produced in the territory of the other State, they shall be exempt from authentication and all similar formalities.

2. The following shall be considered to be authentic instruments for the purpose of this Convention:

documents emanating from a court, the government procurator's office, a clerk of a court or a bailiff;

civil status documents;

notarized documents;

official certificates, such as certificates of registration and authentications of legal dates and of signatures affixed to private deeds.

Article 24

1. If the authorities of the State in whose territory the document is produced have serious and justified doubts regarding the authenticity of the signature, the capacity in which the signatory of the document acted or the identity of the seal or stamp, further information may be requested through the central authorities.

2. Requests for information must be confined to exceptional cases and must always include reasons. Insofar as possible, they shall be accompanied by the original or a photocopy of the document.

CHAPTER VIII. CIVIL STATUS

Article 25

Each State shall transmit free of charge to the other State, at its request and for a duly specified administrative purpose, records and copies of judicial decisions concerning the civil status of nationals of the requesting State.

CHAPTER IX. FINAL PROVISIONS

Article 26

This Convention shall replace and annul the Convention on Judiciary Cooperation in Civil, Commercial, Social and Administrative Matters of 30 January 1981.

Article 27

Each State undertakes to notify the other of the completion of the procedures required by its Constitution for the entry into force of this Convention, which shall take effect on the first day of the second month following the last such notification.

Article 28

This Convention is concluded for an indefinite period. Either State may denounce it at any time, and the denunciation shall take effect six months after the date on which notice of denunciation is received by the other State.

In witness whereof, the representatives of the two Governments, being duly authorized thereto, have signed this Convention and have affixed their seals thereto.

Done at Paris, on 28 May 1996, in duplicate in the French and Portuguese languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

HERVÉ DE CHARETTE

For the Government of the Federative Republic of Brazil:

ILLEGIBLE

